

DIAL

## **L'actualité en bref - décembre 2005**

Nicolas Pinet

dimanche 1er janvier 2006, mis en ligne par [Dial](#), [Nicolas Pinet](#)

### **AMÉRIQUE LATINE**

La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL) a présenté à la mi-décembre son rapport annuel sur la situation économique de la région. Le rapport prévoit une croissance du produit intérieur brut (PIB) de la région de l'ordre de 4,1% pour l'année 2006, un peu moins que les 4,3% de l'année 2005. Après la récession de l'année 2002, durant laquelle le PIB avait chuté de 0,8%, l'économie a repris sa croissance, d'abord lentement (2% en 2003), puis plus fortement (5,9% en 2004) avant de se stabiliser à un peu plus de 4%. La croissance des économies latino-américaines est plus lente que celle de l'ensemble des pays en voie de développement (5,7% prévu pour 2006), dont le taux de croissance est fortement influencé par ceux des 2 pays les plus peuplés, l'Inde et la Chine. La croissance mondiale pour 2006 devrait être de 3,3%, et celle des pays développés de 2,5%.

### **MERCOSUR**

Jeudi 8 décembre, les ministres des affaires étrangères des pays du Mercosur étaient réunis à Montevideo pour préparer le Sommet du bloc, prévu pour le lendemain. Ils ont approuvé la demande du Venezuela d'intégrer le bloc de pays - déjà constitué de l'Argentine, du Brésil, de l'Uruguay et du Paraguay - en tant que membre de plein droit. Le pays est donc désormais « membre de plein droit en cours de processus d'adhésion ». Une commission se réunira de mai à novembre 2006 pour discuter du calendrier des transformations requises pour que le Venezuela puisse faire partie du Mercosur. Dans l'intervalle, le pays participera à tous les organes consultatifs et de décision du bloc, mais sans droit de veto.

### **ARGENTINE**

Fin novembre, le président argentin, Néstor Kirchner, a modifié la composition de son gouvernement. Le ministre de l'économie qui fut l'artisan de la récupération économique après la crise de fin 2001, Roberto Lavagna, a été remplacé par Felisa Miceli, qui était jusque là présidente de la Banque Nation, la principale banque publique. Une autre femme, Nilda Garré a été nommée ministre de la défense, prenant la suite de José Pampuro. Jorge Taiana et Juan Carlos Nadalich ont été nommés ministres des affaires étrangères et de l'action sociale, respectivement, à la place de Rafael Bielsa et Alicia Kirchner. Les changements ministériels interviennent un peu plus d'un mois après les élections législatives d'octobre, qui ont été une nette victoire pour le gouvernement. Certains des ministres ayant été élus députés, ils devaient être remplacés. La nomination de Felisa Miceli, moins connue que Lavagna et favorable à une politique économique d'amélioration de la répartition des revenus, témoigne de la volonté du président de donner une tournure plus sociale à l'action gouvernementale.

Le président Néstor Kirchner s'est réuni mercredi 30 novembre avec son homologue brésilien, Luiz Inácio Lula da Silva. La rencontre, qui a eu lieu à Puerto Iguazú, au nord-ouest du pays, commémorait les 20 ans de la Déclaration d'Iguazú, signée par les présidents argentin, Raúl Alfonsín (1983-1989) et brésilien, José Sarney (1985-1990). La Déclaration avait posé les fondements de ce qui deviendrait 6 ans plus tard (1991) le Mercosur. Les présidents ont signé une déclaration commune ainsi que 23 protocoles d'intégration bilatérale concernant divers domaines (défense, migrations, infrastructures, éducation...). La nomination

du l'ancien vice-président argentin, Carlos Álvarez (1999-2001) à la tête de la Commission de représentants permanents du Mercosur a aussi été rendue officielle, elle avait déjà reçue le soutien des présidents uruguayen et paraguayen, Tabaré Vázquez et Nicanor Duarte Frutos.

Mi-décembre, le gouvernement argentin a décidé de rembourser de manière anticipée l'ensemble de sa dette (9 800 millions de dollars) auprès du Fonds monétaire international (FMI), tout comme le Brésil (15 500 millions de dollars). Dans sa déclaration, le président a remercié les présidents brésilien et vénézuélien de leur soutien (voir brèves de novembre sur l'Argentine). Le remboursement, qui évitera le paiement de 1 100 millions de dollars d'intérêts d'ici à 2008, permettra aussi au pays d'éviter toutes formes d'ingérence de la part du FMI. De nombreuses organisations politiques, sociales, religieuses et de défense des droits humains ont critiqué la mesure, reprochant au gouvernement de faire passer la dette extérieure avant la dette sociale intérieure.

## **BOLIVIE**

Dans un village rural à 16 kms de Cochabamba, au centre du pays, la population a battu, attaché puis brûlé un jeune homme de 18 ans, accusé d'avoir attaqué un conducteur de taxi, avec l'aide de deux autres personnes, qui ont aussi été battues et brûlées, mais moins gravement. La police a enregistré 5 cas de lynchage en 2005 dans la région de Cochabamba. Des événements de même genre ont aussi eu lieu à La Paz et Santa Cruz. Devant l'absence ou l'incapacité des institutions judiciaires ou policières, les responsables recourent à des formes privées de vengeance. 200 des 328 municipalités du pays sont privées de tribunaux et les habitants se plaignent de l'inefficacité des policiers et des juges, qui libèrent les prévenus sans appliquer les peines.

Le MAS (Mouvement vers le socialisme) a été le grand vainqueur des élections générales (législatives et présidentielles) du 18 décembre. Evo Morales, indigène aymara et leader des cultivateurs de coca a été élu président avec 53,74% des voix, contre 28,5% pour Jorge Quiroga, le candidat de l'alliance électorale de droite, Podemos (Pouvoir démocratique et social), et 8% pour Samuel Doria du Front d'unité nationale (centriste). C'est la première fois qu'un candidat est élu à la majorité absolue depuis le retour à la démocratie en 1982. Le Congrès n'aura donc pas à choisir entre les deux candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix. Le MAS dispose d'une majorité à la Chambre des députés, mais non au Sénat.

## **BRÉSIL**

La baisse de 1,2% du PIB entre le 3e et le 4e trimestre 2005 a renforcé les critiques à la politique économique et monétaire anti-inflationniste du gouvernement. Cette politique, déjà pratiquée par le gouvernement de Fernando Cardoso et durcie par le gouvernement actuel, s'appuie notamment sur les taux d'intérêt élevés définis par la Banque centrale. Les critiques reprochent à la mesure de freiner la croissance, d'augmenter le taux de chômage (9,6% durant le 4ème trimestre), de survaloriser le réal brésilien vis-à-vis du dollar et ainsi de rendre moins compétitifs les produits destinés à l'exportation.

## **CHILI**

Lors des élections présidentielles du 10 décembre, Michelle Bachelet, la candidate de la Concertation - la coalition de partis au pouvoir depuis la fin de la dictature d'Augusto Pinochet (1973-1990) -, a obtenu 45,85% des suffrages, tandis que Sebastián Piñera, le candidat du parti de centre-droit Rénovation nationale (RN) obtenait 25,41% des voix. Les deux candidats s'opposeront donc lors du second tour, prévu pour le 15 janvier. Joaquín Lavín, le candidat de l'Union démocrate indépendante (UDI), de droite dure, battu par le président actuel Ricardo Lagos lors du second tour des élections présidentielles de 2000, n'a obtenu que 23,22% des voix. Tomás Hirsch, le candidat de Juntos Podemos Más (« ensemble, on est plus fort »), pacte de la gauche extra-parlementaire (Parti humaniste et Parti communiste, principalement), a obtenu 5,4% des voix. Le report ou non des suffrages obtenus par le pacte vers la candidate socialiste sera décisif lors du second tour. Le Parti communiste a conditionné le report des voix à un engagement de la candidate à supprimer le suffrage binominal qui élimine toute possibilité de représentation pour les petits

partis de gauche.

La Concertation a remporté une nette victoire lors des élections législatives qui ont eu lieu le même jour, avec presque 52% des votes et 65 des 120 sièges de la Chambre des députés (2 de plus qu'en 2000), l'Alliance pour le Chili en obtenant 54 (3 de moins). La coalition a aussi obtenu la majorité au Sénat, après la rénovation de 20 des 38 sièges. La suppression des postes de sénateurs désignés - un héritage de la dictature - permet à la Concertation d'obtenir la majorité dans les 2 chambres pour la première fois depuis 1990.

## **COLOMBIE**

Les présidents vénézuélien, Hugo Chávez, et colombien, Álvaro Uribe, étaient réunis samedi 17 décembre pour mettre en place de nouveaux projets d'intégration bilatérale, comprenant notamment la construction d'un gazoduc entre les deux pays.

Une délégation du gouvernement d'Álvaro Uribe, avec à sa tête le haut-commissaire pour la paix, Luis Carlos Restrepo, s'est réunie avec des représentants de l'Armée de libération nationale (ELN), la seconde guérilla colombienne en termes d'importance (après les Forces armées révolutionnaires de Colombie - FARC), conduits par le numéro 2 du Commando central, Antonio García. Les conversations préliminaires ont eu lieu du vendredi 16 au jeudi 22 décembre à La Havane.

## **HAÏTI**

Les élections prévues pour le 8 janvier 2006 viennent d'être une nouvelle fois retardées par le Conseil électoral provisoire (CEP), sans qu'une nouvelle date soit immédiatement fixée. Le CEP affirme n'avoir pas encore pu remédier à l'insuffisance numérique et à l'éloignement des centres de vote.

## **PÉROU**

Les autorités anticorruption péruviennes ont découvert l'existence de comptes bancaires secrets au nom de l'ancien ambassadeur au Japon, Víctor Aritomi, et de son épouse, Rosa Fujimori, la sœur de l'ancien président Alberto Fujimori (1990-2000), avec des montants s'élevant à près de 4,5 millions de dollars. La découverte a eu lieu lors du processus de liquidation de la banque Norbank, entité financière basée à Lima et liée à la Bank of Tokyo. L'argent a été détourné des 20 millions de dollars donnés par des japonais (individus et institutions) entre 1990 et 2000 pour financer des projets sociaux au Pérou. L'affaire est déjà connue depuis 2003 et la justice péruvienne a requis l'arrestation du couple, mais ces derniers se sont réfugiés au Japon qui s'est refusé à les extradier. La découverte des fichiers bancaires révèle le détail des malversations.

## **URUGUAY**

Une équipe a été chargée par le président Tabaré Vázquez de procéder à des fouilles dans les différents secteurs où pourraient se trouver les restes de quelques-uns des 40 détenus-disparus dont la disparition sur le sol uruguayen a été confirmée par la Commission pour la paix créée par le gouvernement de Jorge Batlle (2000-2005). Fin novembre, des restes humains ont été mis-à-jour dans une zone où un rapport militaire fait état de l'ensevelissement de 2 militants du Parti communiste séquestrés pendant la dictature uruguayenne (1973-1985).

## **VENEZUELA**

Après le retrait des cinq partis de l'opposition pouvant espérer gagner des sièges parlementaires durant la semaine précédant l'élection, le Mouvement Cinquième République du président Chávez et les partis alliés ont obtenu l'ensemble des 167 sièges du parlement unique. L'abstention lors de l'élection du 4 décembre a atteint 75% des 14,4 millions d'électeurs, selon les chiffres donnés par le Conseil national

électoral. Lors d'élections antérieures du même type, l'abstention a souvent été proche des 60% et les enquêtes prévoyaient des taux d'abstention de 55 à 70% avant même l'annonce du retrait des partis de l'opposition.

Le leader de la Confédération de travailleurs du Venezuela (CTV), Carlos Ortega, présidait la centrale, de tendance social-démocrate, lors de la grève générale de décembre 2002-janvier 2003 conduite par la CTV, l'organisation patronale Fedecámaras et une association de gérants du secteur pétrolier. Un procès contre lui avait été ouvert en mars 2003, mais le prévenu s'était alors réfugié au Costa Rica. De retour au Venezuela en 2004 - où il réside alors clandestinement - il est arrêté en février 2005 dans un casino de Caracas et son procès commence en avril. Il a été condamné mardi 13 décembre à 15 ans et 11 mois de prison pour des délits de rébellion civile, instigation au crime et usage de faux papiers. Son avocat, Carlos Roa, a fait savoir qu'il ferait appel du verdict, rendu selon lui dans des conditions illégales (tribunal unipersonnel sans jurés).

---

- **Dial** - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - L'actualité en bref.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la source française (Dial - [www.dial-infos.org](http://www.dial-infos.org)) et l'adresse internet de l'article.